

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorités ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et ferment les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

N° 460 du 15.05 au 01.06

Par C. De Broeder et M. Lemaire

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog :

<http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré a part

Sondage : la majorité des palestiniens qui habitent dans les territoires occupés en 1948 refusent le caractère juif de l'état de l'occupation.

Younes Salameh : De l'uranium appauvri présent dans les sols de la bande de Gaza après les attaques israéliennes.

Début de l'enquête de l'ONU sur des crimes de guerre dans la Bande de Gaza

La Cisjordanie devient la terre des déchets.

Lieberman veut créer un serment de fidélité à Israël !

L'exercice militaire israélien simulera une guerre régionale globale.

Paroles & actions des bientôt président cette semaine ...

Obama a été plus distant que ses prédécesseurs.

1 Résistance

Détails par région:

2 Décompte des pertes humaines

3 Politique

Politique Palestinienne

Politique Israélienne

4 Politique internationale des territoires occupés

5 Médias/Vidéos

5-1 Vidéo : Une vidéo deux minutes, sans parole et se passe de tout commentaire.

5-2 Vidéo : Alex Moïse s'envoie lui même des messages antisémites

5-3 Vidéo : Sionisme et invention du peuple juif

5-4 Vidéo : Dîner du Crif: Sarkozy décapite la République!

5-5 Vidéo : M. Bricmont chez Taddei

5-6 Vidéo : Ceux qui soutiennent Israël sont bien des élus de la République française.

5-7 Jeremy Scahille : Le rôle des médias dans les conflits.

5-8 Brahim Senouci : Palestine, symbole universel

6 Pièce jointe

6-1 Jean Baumgarten : En finir avec le sionisme.

15-05 au 01-06: Peuple Palestinien : 7 tués - 16 blessés
Occupants : 0 tué - 0 blessé

Tiré a part

Sondage : la majorité des palestiniens qui habitent dans les territoires occupés en 1948 refusent le caractère juif de l'état de l'occupation.

27-05

L'université de Haïfa a publié un sondage qui montre que la majorité des palestiniens qui habitent dans les territoires occupés en 1948 refusent le caractère juif de l'état de l'occupation.

Les résultats du sondage ont montré que les événements passés dans cette région depuis l'Intifada d'Al Aqsa en 2000 et jusqu'à la guerre contre le Liban et la Bande de Gaza, ont eu des résultats négatifs contre les palestiniens des territoires occupés en 1948, en dévoilant que 14% seulement sont prêts à reconnaître le l'état d'"Israël" à caractère juif, après qu'ils étaient 65% en 2003.

Le sondage a montré également que 41% des 700 participants ont dit qu'ils ont participé dans des activités nationales durant l'année dernière, en échange de 28.7% seulement en 2003.

Le sondage publié par l'université de Haïfa sous le titre "les signes de la position des palestiniens dans les territoires occupés en 1948 envers les juifs", sous le patronage du professeur des sciences sociales, Dr. Sami Sammouha, a montré que 40.5% des participants ne reconnaissent pas l'Holocauste.

CPI

Younes Salameh : De l'uranium appauvri présent dans les sols de la bande de Gaza après les attaques israéliennes.

'L'action citoyenne pour le démantèlement complet des armes nucléaires' publie un rapport de 33 pages qui souligne la présence de dizaine de tonnes d'uranium appauvri dans la bande de Gaza.

La dernière attaque israélienne de décembre est pointée du doigt par l'organisation.

"La quantité d'uranium appauvri s'élève à pas moins de 75 tonnes dans le sol et le sous-sol de la bande de Gaza", précise le rapport. Pour l'Organisation mondiale de la Santé, "l'uranium appauvri est à la fois potentiellement chimiotoxique et radiotoxique, les deux organes les plus attaqués étant les reins et les poumons."

Comme beaucoup d'autres rapports l'avaient suggéré, les militaires israéliens (aurait) ont ainsi utilisé de l'uranium appauvri lors de l'offensive aérienne et terrestre sur la bande de Gaza entre le 27 Décembre 2008 et le 18 Janvier 2009.

Le rapport indique que le Docteur Norvégien Mads Gilbert, dès les premiers jours de son travail humanitaire à l'hôpital Al Shifa de Gaza, et alors que l'offensive n'en était qu'à son début avait condamné la présence de matières radioactives qu'ils assimilaient déjà à de l'uranium appauvri dans les corps des victimes.

Les accusations du rapport ont cependant davantage de poids aujourd'hui.

L'organisation enquête en effet depuis plusieurs mois en collaboration avec des associations et un expert du développement et de l'utilisation d'armes prohibées, Jean-Francois Feacheno.

La commission d'enquête était composée de 4 membres, dont Jean-Francois Feacheno, un conseiller à la réduction de la pollution, et deux experts accrédités auprès des programmes des Nations Unies pour l'environnement (UNEP). Tous se sont rendus dans la bande de Gaza au mois d'avril dernier sous les auspices du Comité arabe pour les droits de l'homme.

Des analyses du sol et d'échantillons de poussière dans la bande de Gaza ont ainsi révélé la présence d'uranium appauvri, cette matière radioactive provoquant des cancers et des malformations.

Les analyses ont également montré la présence de particules de césium, une poussière radioactive et cancérigène, qui comprend de l'amiante, un cancérogène, et des composés organiques volatils particulièrement dangereux pour la santé, en particulier celle des enfants, des personnes âgées et des asthmatiques..

26 mai

Younes Salameh
(PNN)

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=6670

Début de l'enquête de l'ONU sur des crimes de guerre dans la Bande de Gaza

L'équipe de l'ONU chargée d'enquêter sur des crimes de guerre qui ont été commis par Israël durant l'opération Plomb durci est arrivée lundi dans la Bande de Gaza.

Cette mission dirigée par le magistrat sud-africain Richard Goldstone, qui a une forte expérience en tant que procureur international, a franchi lundi la frontière entre l'Égypte et la Bande de Gaza, pénétrant dans le territoire palestinien sans la coopération d'Israël.

Richard Goldstone assure vouloir enquêter aussi bien sur les exactions qu'aurait pu commettre l'armée israélienne que celles dont aurait pu se rendre coupable le Hamas.

Le magistrat sud-africain entend passer une semaine dans la région et soumettre son rapport en août.

1er Juin 2009

Al-oufok avec les agences de presse

<http://www.aloufok.net/spip.php?article564>

La Cisjordanie devient la terre des déchets.

Israël a trouvé un moyen facile et bon marché de se débarrasser de ses déchets, dont beaucoup sont dangereux : déchargez-les en Cisjordanie.

Quelques Palestiniens peuvent être achetés, les autres ne sont pas en position de se plaindre. « Cela fait des années qu'Israël déverse ses déchets, y compris les déchets dangereux et toxiques, en Cisjordanie, parce que c'est une alternative plus facile et moins coûteuse que de les traiter correctement en Israël, dans des sites de gestion appropriés, » dit Jamil Mtoor, directeur-adjoint de l'Autorité de l'Environnement palestinien (PEA) à IPS.

19/05/2009

[IPS]

<http://www.bilin-village.org/francais/>

Lieberman veut créer un serment de fidélité à Israël !

Le parti 'ultranationaliste' Yisrael Beiteinu souhaite que chaque habitant d'Israël prête serment de fidélité à l'État juif avant d'obtenir la nationalité israélienne, une démarche destinée selon ses détracteurs à nuire aux citoyens arabes.

Selon les termes du projet de loi, tous les Israéliens devront jurer loyauté "à l'État d'Israël en tant qu'État juif, sioniste et démocratique" pour obtenir des papiers d'identité.

La proposition de la formation du ministre des Affaires étrangères Avigdor Lieberman devrait être discutée dimanche en conseil des ministres. S'il est approuvé, le projet devra ensuite être soumis à trois votes au parlement et être étudié en commission avant de prendre effet, a déclaré lundi un porte-parole du parti.

Yisrael Beiteinu est devenu à l'issue des élections de février le troisième parti du pays. La formation de Lieberman est membre de la coalition de droite emmenée par le Premier ministre Benjamin Netanyahu, qui pourrait soutenir la proposition.

Les ultranationalistes avaient déjà tenté de faire adopter une loi similaire en 2007, sans succès.

Yisrael Beiteinu a également proposé cette semaine d'interdire les manifestations hostiles à l'indépendance israélienne. De nombreux Arabes marquent chaque année la création d'Israël, appelée "Nakba" (catastrophe) par les Palestiniens. Le projet de loi prévoit trois ans de prison en cas d'infraction.

Toutes les personnes qui refuseraient de prêter serment pourraient se voir privées de documents nécessaires à la vie de tous les jours, pour ouvrir un compte bancaire ou encore obtenir un permis de conduire.

Les opposants au texte estiment que les Arabes israéliens sont les premiers visés, d'autant que le projet pourrait rendre le service national obligatoire pour tous. Les Arabes, qui représentent un cinquième de la population, en sont actuellement le plus souvent exemptés.

Le projet prévoit que le ministre de l'Intérieur puisse ôter la citoyenneté à quelqu'un qui n'aurait pas servi dans l'armée israélienne ou effectué un trimestre au service de l'État.

Oded Feller, un avocat au sein de l'Association pour les droits civiques en Israël, a dénoncé un projet de loi "fasciste" et une violation des principes démocratiques.

"C'est plus qu'une violation des droits de l'homme, c'est une interférence flagrante avec les droits fondamentaux des citoyens, et destructrice pour la démocratie", a-t-il dit à Reuters.

25 Mai 2009 –

Al-Oufok avec les agences de presse)

<http://www.aloufok.net/spip.php?article543>

L'exercice militaire israélien simulera une guerre régionale globale.

Dimanche prochain, Israël lancera un exercice militaire préparant la nation à une simulation à une guerre régionale globale, en plus d'un soulèvement des Palestiniens de l'intérieur (les Palestiniens de 48, NdT).

L'exercice, au nom inquiétant de « Turning Point 3 » [Tournant 3], a alarmé les voisins d'Israël, qui craignent que ce soit la couverture du démarrage d'une guerre réelle. Le leader du Hezbollah Hassan Nasrallah l'a déclaré dans son discours la semaine dernière.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a cherché à rassurer les Etats arabes voisins lors de la réunion du cabinet dimanche, disant : « c'est un exercice de routine, qui est prévu depuis quelques mois et qui a lieu tous les ans pour coordonner les systèmes civils et militaires, » selon l'agence de presse Ynet.

L'exercice, qui durera 5 jours, simulera une guerre à Gaza qui s'étendrait en un conflit régional total impliquant le Hezbollah, la Syrie, et même un soulèvement intérieur des Palestiniens vivant en Israël.

L'armée israélienne se mobilisera comme si elle répondait à ces scénarii, et la direction politique répètera également sa réponse.

L'exercice imagine un scénario dans lequel, après 60 jours de guerre contre Gaza, dont une offensive au sol, Israël lancerait une guerre contre le Liban, provoquant des émeutes en Israël et des attaques palestiniennes.

25-05

Source : Maan News

Traduction : MR pour ISM

Paroles & actions des bientôt président cette semaine ...

Obama a été plus distant que ses prédécesseurs.

« Contrairement à Bush et Clinton qui ne rataient pas une occasion de se présenter comme des amis d'Israël, Obama n'a pas de sentiment personnel pour l'Etat hébreu », souligne Eytan Gilboa, professeur de sciences politiques à l'université de Bar-Ilan et spécialiste des relations israélo-américaines. « Nétanyahou et la délégation israélienne n'ont pas reçu de traitement spécial à Washington comme d'habitude, et Obama a tout fait pour, au moins aux yeux du public, donner l'impression qu'il se distancie d'Israël », ajoute-t-il.

« Douché ». Sur le fond aussi, les déclarations sans détour d'Obama ont été remarquées.

Lors de sa conférence de presse commune avec Nétanyahou, le président américain n'a en effet pas hésité à sortir des formules consensuelles des sommets américano-israéliens. « Obama a douché Nétanyahou avec "deux Etats", une formule qu'il a employée trois fois, il a mentionné la feuille de route, et même Annapolis, qui grâce à Avigdor Lieberman a été mentionné deux fois [le ministre des Affaires étrangères israélien a affirmé qu'Israël n'était pas lié par les négociations relancées fin 2007 à la conférence d'Annapolis, ndlr]. Il a parlé de geler les colonies, de la situation humanitaire à Gaza, de tout. Il n'a rien épargné à Nétanyahou », insiste souligne Ben Caspit, éditorialiste à Maariv.

L'insistance d'Obama sur le dossier des colonies israéliennes, dont le président américain a exigé le gel, est perçue comme le principal changement à attendre de l'administration américaine à l'égard d'Israël.

« L'administration Obama a placé le problème des colonies parmi ses priorités de politique étrangère, dans une tentative apparente de se rapprocher du monde arabo-musulman.

Si Nétanyahou s'engage à ne pas construire de nouvelles colonies et ne tient pas ses engagements, il y aura une confrontation.

L'argument utilisé avec George W. Bush selon lequel il s'agit de l'extension de colonies existantes ne sera pas accepté », estime Mark Heller, spécialiste du processus de paix israélo-palestinien.

Delphine Matthiessent

<http://www.liberation.fr/monde/0101568249-obama-netanyahou-vague-de-froid?xtor=EPR-450206>

1 La lutte pour la libération dans les territoires occupés

Résistance

Nakba à Bil'in

Les manifestants protestaient contre la construction du mur, le jour du 61ème anniversaire de la Nakba, la « Catastrophe » durant laquelle 750.000 Palestiniens sont devenus des réfugiés suite à la création de l'Etat d'Israël en 1948.

Les habitants du village et des nombreux militants pacifistes israéliens et internationaux ont marché vers la clôture, en hissant des drapeaux palestiniens et des affiches de Bassem Abou Rahma, tué le 17 avril 2009 durant la manifestation hebdomadaire.

Une clé de cinq mètres de longueur a été soulevée par les membres du Comité Populaire du village, en affirmant le droit au retour des réfugiés, qui continuent à détenir les clés de leurs maisons. Des enfants ont joué avec des cerfs-volants.

L'armée israélienne a empêché aux manifestants de se rendre sur leurs terres confisquées.

A la fin de la manifestation, les FOI ont tiré des grenades à gaz inflammables contre des oliveraies, en mettant le feu aux terres agricoles de Shawqi Al-Khatib et Mohammad Musa Abou Rahma.

Les habitants du village ont réussi à bloquer l'incendie, malgré le gaz et les balles de métal recouvertes de caoutchouc tirées par les soldats israéliens.

Leyla Jad

(PNN)

16-05

http://french.pnn.ps/index.php?option=com_content&task=view&id=4002

16-05

Le village d'Anein a tenu une grande manifestation populaire sur les deux côtés du mur d'apartheid à l'occasion de la 61ème commémoration de la Nakba et après 7 ans de la construction de la muraille sur les terres agricoles de ce village.

La campagne populaire contre le mur, ainsi que le conseil des villageois d'Anein ont organisé cette marche avec la participation des représentants de plusieurs activistes et organisations, solidaires étrangers, membres arabes de la Knesset et les représentants des activités nationales dans les territoires palestiniens occupés en 1948. De leur côté les autorités de l'occupation israélienne ont multiplié par 3 le nombre de leurs soldats dans la région du mur.

CPI

17-05

Des résistants ont actionné à distance dimanche deux bombes contre l'armée israélienne dans un secteur situé au nord de la localité de Beit Hanoun (bande de Gaza), ont affirmé des témoins à l'AFP.

L'armée a riposté en tirant notamment des obus de char, a-t-on indiqué de mêmes sources, sans faire état de victime.

AFP

Bil'in : Les manifestants lancent sur les soldats des boules ...de crottin

Les habitants de Bil'in, près de Ramallah, ont organisé vendredi, après la prière de midi, leur protestation hebdomadaire. Ils ont été rejoints par des militants internationaux et israéliens. Ils ont marché vers le mur, en entonnant des slogans pour la fin de l'occupation et l'arrêt de la construction du mur.

L'armée israélienne s'était rassemblée derrière les blocs de ciments et se sont servis des barbelés à lame pour empêcher la foule de traverser la grille avec des barbelés à lame. L'armée a tiré des gaz lacrymogènes pour refouler les manifestants, suffoquant des dizaines de manifestants, et cinq ont été blessés par des balles en caoutchouc-acier.

Les manifestants ont répondu aux tirs des soldats en leur lançant des ballons pleins de crottin ; aucun soldat n'a été blessé par l'odeur.

Il y eut aujourd'hui la participation de 16 délégués du Québec, Canada, représentant 14 organisations de la société civile et politique.

La délégation était organisée par Coalition for Justice and Peace in Palestine (CJPP), et comprenait des délégués de syndicats (CUPW, CUPE, FNEEQ), d'organismes de la société civile (FFQ, Artists for Peace, Alternatives) et Quebec Solidaire (parti politique) entre autres.

(information Abdallah Abu Rahmah- Comité populaire de Bil'in)

23/05/2009

Source : IMEMC –

Traduction : ISM

<http://www.bilin-village.org/francais/articles/presse-et-medias-independants/Bilin-trois-blesses-et-des-dizaines-suffoques-par-les-gaz-les-manifestants-lancent-sur-les-soldats-des-ballons-de-crottin>

20-05

Série de frappes israéliennes sur la Bande de Gaza

Des militants palestiniens de la Bande de Gaza ont tiré une roquette sur le sud d'Israël qui a causé des dégâts dans la ville de Sderot sans faire de blessés.

AP

Bande de Gaza - Au jour le jour

16-05

Un enfant palestinien a été tué, aujourd'hui matin, après l'explosion d'un corps suspect laissé par l'occupation israélienne, lors de sa dernière guerre contre la Bande de Gaza.

CPI

17-05

Un Palestinien est mort dimanche dans l'effondrement d'un tunnel reliant la Bande de Gaza à l'Egypte, a annoncé la police égyptienne.

Elle a précisé que l'homme était mort étouffé et que plusieurs autres avaient survécu à l'accident.

Des tunnels sont utilisés par des Palestiniens pour acheminer des vivres, du carburant, des vêtements et même du bétail dans la Bande de Gaza, territoire soumis à un blocus imposé par l'Egypte et Israël depuis le coup de force du Hamas en 2007.

Israël a lancé des attaques sur ces ouvrages souterrains avec l'objectif d'empêcher les militants du Mouvement de la résistance d'acheminer des armes dans le territoire.

<http://www.aloufok.net/spip.php?article519>

20/5

L'aviation israélienne a mené au moins sept frappes sur la Bande de Gaza mardi soir, selon des responsables de la sécurité palestinienne.

Selon une source hospitalière, une personne a été blessé lors de cette opération aérienne la plus intense depuis plusieurs semaines.

Selon des responsables de la sécurité palestinienne, des avions israéliens ont ensuite mené quatre raids à la frontière entre l'Egypte et la Bande de Gaza, visant les tunnels vers l'Egypte.

Plus tard, les bombardements ont touché un atelier métallurgique et un poste de police de la ville de Gaza ainsi qu'un atelier du centre du territoire, selon ces sources.

AP

22-05

Les troupes israéliennes sont entrées dans la Bande de Gaza et ont tué deux résistants peu avant l'aube vendredi, a annoncé l'armée israélienne.

Selon Tsahal, les soldats israéliens postés le long de la frontière ont repéré deux hommes posant un engin explosif près de la clôture et sont alors entrés dans la bande côtière palestinienne

[Al-Oufok avec les agences de presse](#)

23-05

2 Palestiniens sont morts dans l'effondrement accidentel samedi d'un tunnel reliant le sud de la bande de Gaza à l'Egypte, selon des sources médicales palestiniennes.

Les deux hommes étaient âgés de 20 et 22 ans, a-t-on précisé.

AFP

Cisjordanie occupée par Israël depuis 1967 : Au jour le jour

16-05

Neuf personnes ont été blessées par les tirs des forces israéliennes, et des dizaines d'autres ont été intoxiquées par les gaz lacrymogènes vendredi 15 mai dans le village de Bil'in (ouest de Ramallah).

Les manifestants protestaient contre la construction du mur, le jour du 61ème anniversaire de la Nakba, la «Catastrophe» durant laquelle 750.000 Palestiniens sont devenus des réfugiés suite à la création de l'Etat d'Israël en 1948.

[Leyla Jad](#)

(PNN)

16-05

http://french.pnn.ps/index.php?option=com_content&task=view&id=4002

28-05

Abdel Majid Doudine, 45 ans, commandant pour la région sud de Hébron des brigades Ezzedine al-Qassam, a été tué (après son refus de se rendre) par des soldats israéliens près du village de Doura, au sud-ouest d'Hébron, qui a éclaté après son refus de se rendre, a annoncé le Hamas..

Son bras droit a été arrêté dans l'opération, a-t-il précisé.

Le Hamas a promis de venger sa mort.

AFP - AP - Al-oufok

01-06

Quinze Palestiniens ont été attaqués par des colons israéliens .

Un membre du groupe a été grièvement atteint à la tête par une pierre lancée par un colon et cinq autres ont été soignés pour des blessures légères à moyennes, rapportent-ils.

Les Palestiniens expliquent qu'ils étaient en route pour aller travailler en Israël lorsque leur minibus a été pris en embuscade par une cinquantaine de colons près de l'implantation juive de Kedummim, dans le nord de la Cisjordanie.

D'après la police israélienne, des colons ont brûlé des pneus et jeté des pierres avant l'aube près des implantations de Kedummim et de Karnei Shomron.

Un Arabe israélien a été légèrement blessé par une pierre. La police dit n'avoir procédé à aucune arrestation car les assaillants ont réussi à prendre la fuite.

[1er Juin 2009](#)

[Al-oufok avec les agences de presse](#)

<http://www.aloufok.net/spip.php?article564>

2 La Palestine en chiffre (Depuis le début de l'Intifada le 25 septembre 2000)

Civils & résistants tués	: 6.961
Palestiniens blessés	: 54.380
Internationaux blessés	: 192 (chiffre tout a fait minimal)
(balles réelles ou caoutchoutées, gaz lacrymogène, autres moyens)	
Arrêtés :	: 47.733
En prison :	: 11.800
Pacifistes en prison ou arrêtés	: 108
Autres actes	
Journalistes tués	: 9
Journalistes blessés	: ? + 32

Nombre de maisons palestiniennes détruites ou partiellement démolies : 66.275

2-2 Occupants:

Israéliens tués

: 1.201

(359 militaires/policiers)

Israéliens blessés

: 6605

Les chiffres indiqués sont **vérifiés par le recoupement** des chiffres des pertes communiqués par la résistance & les médias occidentaux & XINHUANET (Chine)

3 Politique

a) Politique Palestinienne

1-2 Les analyses (du processus de paix).

Abbas n'est pas fidèle aux intérêts du peuple palestinien.

Le Hamas a considéré que la rencontre du président sortant de l'autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, avec le président américain, Barak Obama, n'a rien apporté au peuple palestinien, au contraire elle a frappé ses espoirs. Le porte-parole du Hamas, Fawzi Barhoum a dit, le vendredi 29/5, dans une déclaration de presse que la rencontre d'Abou Mazen avec Obama n'a apporté aucun avancement, mais elle a frappé les espoirs des palestiniens, notamment après l'annonce **d'Abbas qu'il est prêt pour l'exécution totale de la feuille de route**, en affirmant **l'engagement de l'autorité d'Abou Mazen aux coordinations sécuritaires dangereuses avec l'entité sioniste pour frapper la résistance** et le mouvement du Hamas, ainsi que l'approfondissement des désaccords palestiniens internes.

Barhoum a considéré que les souhaits d'Obama sont insuffisants, notamment sous l'ombre des escalades sionistes continues contre le peuple palestinien, en affirmant que les palestiniens n'attendent aucun résultat de ces rencontres.

Le porte-parole du Hamas a déclaré que tous les engagements sécuritaires d'Abou Mazen avec l'occupation dont la feuille de route montrent la création d'une autorité policière qui protège la sécurité de l'occupation.

Enfin, Barhoum a dit que les pratiques d'Abou Mazen et son autorité dont les arrestations politiques, les obstacles contre la réalisation du consensus national, et surtout la formation d'un nouveau gouvernement illégal en Cisjordanie, affirment qu'Abbas ne veut rien présenter pour faire réussir le dialogue et qu'il n'est pas fidèle aux intérêts du peuple palestinien à cause de sa soumission aux pressions et exigences américaines et sionistes.

30/05/2009

CPI

1-4 Les grandes manœuvres.

17-05

Le Fatah et le Hamas ont conclu un accord de principe sur la formation d'une force de sécurité commune à Gaza, a annoncé un haut responsable du Fatah. Cette force de sécurité sera à l'œuvre jusqu'aux prochaines élections en janvier 2010.

(ats)

1-5 Négociations.

Les colonies juives seront au centre de la réunion Abbas-Obama

"Israël doit mettre fin à ses activités de colonisation, conformément aux engagements pris dans la 'feuille de route' de 2003, afin d'ouvrir la voie à des négociations sérieuses conduisant à des résultats significatifs", a souligné mardi Nabil Abou Rdainah, porte-parole d'Abbas.

"Cette question dominera l'ordre du jour de la rencontre avec le président Obama", a-t-il ajouté. "L'autre question, c'est qu'Israël accepte enfin la solution à deux Etats, afin que nous puissions reprendre les négociations."

Lors de sa visite aux Etats-Unis, Benjamin Netanyahu n'a pas accepté ces deux exigences, pourtant défendues par le président américain.

"Le président Abbas va dire (à Obama) que nous ne pouvons pas nous contenter de belles paroles et d'encouragements. Il nous faut du concret, des mesures sur le terrain et un plan d'action pour sauver la région de l'instabilité et de la violence", a souligné Abou Rdainah.

Mahmoud Abbas exclut une reprise des discussions de paix avec l'Etat juif tant que les autorités israéliennes ne se rallient pas à l'idée d'un Etat palestinien et ne mettent pas fin à la colonisation à Jérusalem-Est et en Cisjordanie.

"Je suis vraiment convaincu que nous avons une bonne occasion de faire avancer les choses et de parvenir à la paix. On ne nous demande quand même pas de réinventer la roue", a dit Mahmoud Abbas lundi à Ottawa, après un entretien avec le ministre canadien des Affaires étrangères, Lawrence Cannon.

Un demi-million de Juifs vivent dans les colonies implantées dans les territoires arabes occupés depuis la guerre des Six-Jours en juin 1967. La communauté internationale juge ces implantations illégales.

"Nous espérons vraiment que les Etats-Unis vont faire évoluer leur politique. Ils nous parlent de ce qui est possible, nous leur parlons de ce qui est indispensable", a déclaré récemment le négociateur palestinien Saëb Erekat. "Ce qui est indispensable, c'est que l'idée de deux Etats se traduise par une démarche politique réaliste." "Sans la pression américaine sur Israël, il ne peut pas y avoir de progrès vers la paix", a renchéri le député palestinien Moustafa Barghouthi.

La conférence d'Annapolis, en novembre 2007 dans le Maryland, avait confirmé la validité de la "feuille de route" mais lancé des négociations directes visant à la création d'un Etat palestinien indépendant et viable.

Olmert et Abbas avaient alors promis à George Bush de tout faire pour atteindre cet objectif avant la fin de son mandat, en janvier 2009.

Dimanche, Benjamin Netanyahu a clairement dit son refus d'un gel total de la colonisation. "Nous n'avons pas l'intention de construire de nouvelles implantations mais il ne serait pas équitable d'interdire les constructions répondant aux besoins d'expansion naturelle (de celles qui existent) et de bannir purement et simplement toute construction", a-t-il déclaré.

Barack Obama prévoit de prononcer le 4 juin au Caire un grand discours fondateur sur sa vision d'un règlement du conflit du Proche-Orient.

Le chef de la Maison blanche a promis avant son élection, et confirmé depuis, qu'il entendait s'attaquer au dossier "vigoureusement" - contrairement à son prédécesseur George Bush - et il prône avec insistance une solution "à deux Etats" que Benjamin Netanyahu refuse de reprendre à son compte.

1-6 Gouvernement cherche coalition désespérément...

Fayyad reconduit à la tête du gouvernement ...

Le pro-occidental Salam Fayyad a été reconduit à la tête du gouvernement de l'Autorité autonome palestinienne, remanié mardi et dans lequel des membres du Fatah du président Mahmoud Abbas font leur entrée.

Fayyad, conserve en outre le contrôle effectif de la sécurité et des finances au sein de la nouvelle équipe.

La moitié de ces vingt ministres sont issus des rangs du Fatah, exclu du gouvernement après la nomination de Fayyad en juin 2007.

L'arrivée de responsables du Fatah, en remplacement de personnalités indépendantes, satisfait une demande du Fatah.

Pour Basem Zoubeïdi, politologue à l'université de Bir-Zeit, "C'est un gouvernement de transition"...

19 mai

Un nouveau gouvernement.

Le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas a prêté serment mardi à un nouveau gouvernement dirigé par l'actuel Premier ministre Salaam Fayad.

Le Hamas et le Fatah - le propre parti d'Abbas - ont tous deux décidé de le boycotter, chacun pour ses propres raisons.

Le Front populaire de libération de la Palestine et le Parti du peuple palestinien (communiste) ont également refusé d'en faire parti.

D'un côté, pour les responsables du Hamas, l'initiative d'Abbas revient à une "condamnation à mort" des pourparlers menés par l'intermédiaire de l'Egypte pour arriver à un accord sur la formation d'un gouvernement d'unité palestinienne.

Salah Bardaweel (Hamas) estime que le gouvernement Fayad ne représente pas les Palestiniens : "Tout gouvernement doit être approuvé par une majorité des membres du Conseil législatif palestinien, et c'est précisément ce qui manque au gouvernement Fayad."

De son côté, le Fatah a décidé de boycotter la nouvelle formation parce que ses représentants n'ont pas été consultés avant sa création.

Le Fatah s'oppose vivement à ce gouvernement parce que nous n'avons pas été consultés sur sa composition. C'est un gouvernement illégitime et le Fatah ne votera pas en sa faveur au Parlement", prévient l'un des dirigeants du parti, Ashraf Juma'ah.

Deux responsables Fatah ont ainsi refusé le poste de ministre qu'Abbas leur proposait, contrairement à dix autres membres de la faction qui ont accepté des portefeuilles ministériels.

Voici quelques représentants du Fatah qui ont rejoint le gouvernement Fayad :

Hatem Abdel Kader (Affaires de Jérusalem),
Khaled Qawasmeh (Administration locale),
Muhammad Shtayeh (Logement et Travaux publics),
Sa'di al-Krunz (Transports) and
Said Abu Ali (Intérieur).

Le nouveau gouvernement compte 24 ministres, le Premier ministre inclus.

Sept d'entre eux étaient déjà dans le précédent gouvernement Fayad, à l'instar du ministre des Affaires étrangères Riad Malki.

En plus d'être Premier ministre, Fayad restera au poste de ministre des Finances.

20.05.09

<http://fr.jpost.com/servlet/Satellite?cid=1242212422228&pagename=JFrench%2FJPArticle%2FShowFull>

Une majorité de Palestiniens serait pour un gouvernement d'union

Une majorité de Palestiniens soutiennent les efforts en vue de la formation d'un gouvernement d'union afin de surmonter les divisions internes.

Selon cette enquête réalisée par l'université de Birzeit, en Cisjordanie, 58% des personnes interrogées estiment qu'une coalition réunissant le Fatah, soutenu par les Occidentaux, et le Hamas constituerait le meilleur moyen de résoudre la crise.

Un gouvernement d'union contribuerait à surmonter les conséquences dévastatrices d'un boycottage économique du Hamas par les Occidentaux en raison de son refus de reconnaître Israël. Les Occidentaux soutiennent le président palestinien Mahmoud Abbas, favorable à un dialogue avec l'Etat juif.

Le sondage, qui porte sur 6.398 personnes interrogées début avril, donne la répartition des réponses selon que ces personnes vivent en Cisjordanie occupée ou dans la bande de Gaza.

Au total, le Fatah obtiendrait 31% des suffrages et le Hamas 17%.

Le sondage montre aussi qu'Abbas pourrait battre le chef du Hamas, Ismaïl Haniyeh, à l'élection présidentielle qui doit se tenir l'an prochain.

Toujours selon le sondage de Birzeit, deux habitants sur trois de la bande de Gaza sont optimistes quant à leur avenir en dépit de l'offensive israélienne de janvier qui a tué 1.400 Palestiniens et détruit quelque 5.000 maisons dans leur territoire.

"En dépit de la situation tragique à Gaza, en dépit de la dernière guerre, les gens regardent la mer et ont de l'espoir. Sans espoir, il est difficile de continuer", explique le chercheur Ayman Abdulmadjid.

27 mai

Al-Oufok

<http://www.aloufok.net/spip.php?article549>

1-13 Prisons & tortures - Déclaration et situation dans les geôles d'Abbas

23-05

Le site officiel du Hamas en Cisjordanie, "Oumama", a souligné le samedi 23/5, que les soldats d'Abbas ont enlevé 4 partisans du Hamas, à Naplouse, Jenine, Al Khalil et Toukarem.

"Malgré les circonstances du dialogue inter-palestinien et les appels à l'arrêt total des campagnes d'arrestations politiques, mais les services sécuritaires d'Abbas négligent tous ces appels et continuent leurs campagnes hostiles contre les sympathisants du Hamas", a protesté cette source contre les violations de l'autorité palestinienne.

CPI

30-05

Les services sécuritaires alliés au président sortant, Mahmoud Abbas, continuent leurs campagnes hostiles contre les partisans du Hamas, en arrêtant des dizaines de personnes dans différentes régions de la Cisjordanie, malgré les prétentions de l'autorité palestinienne à Ramallah de préparer les bonnes atmosphères du dialogue inter-Palestinien.

Le site officiel du Hamas en Cisjordanie "Oumama" a souligné que les forces de l'autorité palestinienne, dirigées par Mahmoud Abbas ont enlevé 22 partisans du Hamas, dont le directeur de la chaîne d'Al Aqsa, ainsi qu'un étudiant, trois frères et des personnalités célèbres, notamment à Qalquilia, Al Khalil, Toukarem et Naplouse.

CPI

b) Politique Israélienne

Netanyahu & Lieberman

Netanyahu

21-05

Nétanyahou a affirmé j que Jérusalem restera toujours entièrement sous souveraineté israélienne. :

Nétanyahou "Jérusalem unie est la capitale d'Israël. Jérusalem a toujours été à nous et sera toujours à nous. Elle ne sera plus jamais divisée",

Il n'a pas mentionné les demandes des Palestiniens de faire de Jérusalem-Est la capitale de l'Etat qu'ils veulent fonder.

Benyamin Nétanyahou n'a pas mentionné les demandes des Palestiniens de faire de Jérusalem-Est la capitale de l'Etat qu'ils veulent fonder.

Al-Oufok avec les agences de presse.

<http://www.aloufok.net/spip.php?article532>

27-09

M. Nétanyahou a affirmé qu'Israël était prêt à faire des pas "concrets" vers la paix, mais que les Palestiniens et les pays arabes devaient faire de même "maintenant, et pas plus tard".

<http://www.aloufok.net/>

2-3 Sur le terrain.

24-05

Le chef de la diplomatie israélienne, Avigdor Lieberman, a écarté dimanche le retour d'Israël sur ses frontières d'avant la guerre israélo-arabe de juin 1967.

AFP / 24 mai

2-4 Les grandes manœuvres...

La Knesset veut pénaliser la négation d'Israël comme Etat juif.

Un projet de loi punissant d'un maximum d'un an de prison la négation du droit d'Israël à exister en tant qu'Etat juif a franchi une première étape à la Knesset.

Ce texte interdisant la publication de tout "appel à nier l'existence d'Israël en tant qu'Etat juif et démocratique, lorsque le contenu d'une telle publication pourrait avoir comme conséquence de provoquer un acte de haine, de mépris ou de déloyauté" envers Israël doit encore être soumis à d'autres votes du Parlement et être revu par une commission avant d'être adopté définitivement.

Des militants des droits civiques estiment qu'il risque de réduire les droits des citoyens arabes.

La plupart des Arabes israéliens, qui constituent le cinquième environ de la population israélienne, sont des descendants de Palestiniens restés dans le pays au moment où des centaines de milliers d'autres fuyaient ou étaient chassés lors de la fondation de l'Etat d'Israël, en 1948.

Naomi Chazan, président du Fonds du Nouvel Israël, a dénoncé un projet de loi approuvé dimanche par le cabinet israélien qui interdirait toute manifestation publique de deuil lors de la commémoration de la naissance d'Israël, appelée "naqba" - catastrophe - par les Palestiniens.

Chazan a affirmé que ce texte constituait une "tentative de fouler aux pieds les sentiments de peine des Arabes israéliens", ce qui risquerait de porter atteinte aux efforts en vue d'améliorer la coexistence entre Juifs et Palestiniens.

Un autre projet de loi soumis cette semaine par le ministre israélien des Affaires étrangères Avigdor Lieberman, chef du parti ultranationaliste Yisrael Beitenu, imposerait aux Israéliens de prêter serment de fidélité à l'Etat juif pour recevoir une carte nationale d'identité.

Le cabinet israélien devrait discuter la semaine prochaine de ce serment de fidélité.

2-6 Pays corrompu cherche ...

27-05

Avigdor Lieberman a été entendu à nouveau par la police israélienne dans une enquête sur des accusations de corruption. C'est la cinquième fois depuis son entrée au gouvernement en mars dernier.

Cet interrogatoire s'inscrit dans le cadre d'une enquête menée depuis dix ans sur des transactions d'affaires menées d'Avigdor Lieberman. L'enquête porte sur des soupçons de pots de vin, abus de confiance et corruption, a précisé Micky Rosenfeld. Le ministre dément avoir enfreint la loi.

<http://www.aloufok.net/>

2-10 Politique colonialiste israélienne. (Colonisation & colonies)

Un demi-million de Juifs regroupés dans une centaine de colonies vivent au beau milieu des trois millions d'Arabes qui peuplent la Cisjordanie et la partie orientale de Jérusalem conquises par Tsahal durant la guerre de 1967.

La communauté internationale ne reconnaît ni l'annexion de Jérusalem-Est ni l'occupation de la Cisjordanie par Israël

<http://www.aloufok.net/spip.php?article523>

Israël annonce la poursuite de la construction de logements dans les colonies juives existantes de Cisjordanie.

Judi, sans attendre l'issue de l'entretien entre Barack Obama et Mahmoud Abbas, Israël a rejeté l'injonction américaine, annonçant la poursuite de la construction de logements dans les colonies juives existantes de Cisjordanie.

"La poursuite d'une vie normale doit être autorisée dans ces communautés", a déclaré le porte-parole du gouvernement israélien, Mark Regev, interrogé par l'Associated Press. A la question de savoir s'il entendait par "vie normale" la poursuite de certaines constructions dans les colonies existantes, M. Regev a répondu par l'affirmative.

Le porte-parole israélien a toutefois rappelé la position de son gouvernement: pas de nouvelles implantations juives en Cisjordanie, démantèlement des avant-postes sauvages (non autorisés) et sort des colonies existantes renvoyé à un futur accord de paix israélo-palestinien.

Mahmoud Abbas, de son côté, a assuré que les Palestiniens respecteraient leurs engagements. Le président de l'Autorité palestinienne travaille à une nouvelle mouture du plan de paix saoudien de 2002 qui prévoit la restitution des territoires occupés par Israël depuis 1967 en échange d'une normalisation des relations avec les pays arabes. M. Abbas a expliqué à l'Associated Press avoir remis un document en ce sens au président Obama, pour "l'aider à trouver un mécanisme de mise en oeuvre de l'initiative arabe". Il a ajouté qu'aucune rencontre avec Benyamin Nétanyahou ne se profilait pour l'heure.

AP

Les dirigeants des colonies juives de Cisjordanie rejettent l'appel au gel d'Obama

Les dirigeants des colonies juives de Cisjordanie ont rejeté mardi le rappel du président américain Barack Obama aux obligations d'Israël de stopper toute activité de colonisation dans les territoires occupés.

Barack Obama avait souligné que la "feuille de route" pour la paix de 2003 imposait un tel gel.

Dani Dayan, président du Conseil Yesha, qui fédère les organisations de colons de Cisjordanie, a réagi en déclarant mardi à Reuters que les Palestiniens devaient préalablement mettre fin au "terrorisme". (...) Il s'est déclaré assuré que la grande majorité de l'opinion israélienne, qui a porté en février la droite israélienne au pouvoir, soutiendrait le droit des colons à continuer à vivre en "Judée et Samarie" (Cisjordanie).

"L'électorat israélien a fixé une ligne à ce gouvernement : nous jouissons d'un fort soutien à la Knesset et ce que nous entendons dans la classe politique nous donne à penser qu'elle nous soutiendrait" (au cas où Netanyahu céderait à Obama), a-t-il dit.

"Les propos d'Obama sont inexacts quant aux faits. Il s'appuie sur la feuille de route, mais elle n'impose pas à Israël de cesser de construire en Judée et Samarie, car les Palestiniens n'ont pas honoré leur obligation, préalable, de mettre fin au terrorisme."

<http://www.aloufok.net/spip.php?article523>

Protégés par l'armée israélienne, des colons arrachent des oliviers près de Salfit.

Un secteur agricole palestinien a été déclaré « zone militaire fermée » pendant que des colons s'y sont infiltrés et arrachaient des oliviers et que les soldats israéliens montaient la garde, jeudi après-midi.

Le secteur Wadi Qana de Dir Istiya, au nord de Salfit, est une terre agricole qui appartient à Haitham Mansour et Ali Sa'id Zaidan.

Labib U'beid, employé au Ministère de l'Agriculture, a dit qu'un groupe important d'habitants, fermiers et responsables sont allés sur la terre pour protester contre l'ordre militaire, mais ont été refoulés de force.

Mohammed Shheda, fermier de 75 ans, qui est propriétaire d'une terre dans la vallée, a dit : « *Je travaille cette terre depuis 60 ans, et ils arrivent, et me disent de partir.* »

Nathmi Salman, membre du conseil municipal local, a expliqué que Wadi Qana est encerclé par cinq colonies israéliennes illégales, et que le tout dernier ordre militaire était une nouvelle tentative de « *contrôler le secteur de Wadi Qana et de confisquer les terres au bénéfice des colonies voisines.* »

Maan News

22/05/2009

http://www.alterinfo.net/Combien-Israel-a-t-il-de-prisons-secretes_a32656.html

21-05

Les forces israéliennes de sécurité ont détruit un petit avant-poste juif de peuplement, et la police a expulsé un petit groupe de colons qui vivaient dans plusieurs cabines métalliques.

Selon les chiffres de la police israélienne, il y a au moins une centaine d'avant-postes sauvages en Cisjordanie venant s'ajouter aux 121 colonies juives de peuplement autorisées par le gouvernement israélien.

Al-Oufok avec les agences de presse

<http://www.aloufok.net/spip.php?article532>

24-05

Le ministre Barak a déclaré dimanche qu'une vingtaine de colonies sauvages en Cisjordanie seraient démantelées, sans exclure l'usage de la force si les colons refusent de les quitter.

Avant la réunion hebdomadaire du gouvernement israélien, Ehoud Barak a déclaré qu'il tenterait de persuader les colons de quitter les extensions de colonies non-autorisées mais qu'en cas d'échec il ne pouvait exclure l'usage de la force. Il y a quelques jours, les forces israéliennes avaient démantelé un tel avant-poste de colons.

Depuis des années, Israël promet aux Etats-Unis de démanteler les colonies sauvages en Cisjordanie sans prendre de mesures significatives. L'administration Obama fait actuellement pression sur le gouvernement de Benyamin Nétanyahou pour que l'Etat hébreu suspende l'activité des implantations.

(24 mai 2009 –

Al_Oufok)

<http://www.aloufok.net/spip.php?article540>

2-13 Situation dans les geôles israéliennes - Prisons & tortures

17-05

La police de l'occupation israélienne a annoncé, qu'elle a enlevé 360 ouvriers palestiniens en Cisjordanie, sous prétexte qu'ils sont entrés, sans autorisation dans les territoires palestiniens occupés en 1948.

La police sioniste a enlevé des dizaines d'ouvriers palestiniens qui travaillent dans les territoires occupés, en les condamnant à des peines de prison et des amendes.

On note que les autorités de l'occupation ne donnent pas d'autorisations de travail aux palestiniens.

CPI

22-05

Le journal hebdomadaire hébreu de "Kol Haïr" a rapporté, que la police de l'occupation, à Al Qods occupée, a enlevé 11 jeunes palestiniens âgés entre 12 et 14 ans, sous prétexte d'actes de vandalisme au cimetière juif sur le Montagne de Zeitoun.

CPI

28-05

La police du district du Sharon a appréhendé, dans une opération spéciale de quatre jours, 260 Palestiniens séjournant à l'intérieur de la Ligne verte sans permis.

La police a ouvert des dossiers pénaux contre une partie des Palestiniens, les autres ont été remis à la police de l'AP.

<http://www.actu.co.il/>

30-05

village de Qabatia, au sud de la ville de Jénine.

Des témoins oculaires ont dit que des soldats sionistes installés sur le barrage militaire sioniste d'Al Hamra qui sépare entre Toubas et la région d'Al Aghwar, ont arrêté le jeune palestinien, Ahmed Walid Khazemia, 20 ans, en l'emmenant vers une direction inconnue.

CPI

30-05

Une radio a dit que les forces occupantes ont arrêté, durant les derniers jours, plus de 260 ouvriers palestiniens dans la région de Hacharon, sous prétexte qu'ils sont entrés dans les territoires occupés en 1948, sans autorisation.

CPI

2-14 Prisons & tortures : Déclaration

L'occupation augmente ses campagnes d'arrestations contre les enfants en Cisjordanie

Le mouvement mondial pour défendre les enfants (la branche de la Palestine) a affirmé que l'occupation a augmenté ses campagnes d'arrestations contre les enfants palestiniens en Cisjordanie.

Dans son rapport, le mouvement a dit que le nombre des enfants détenus dans les prisons sionistes a atteint 423 enfants, à la fin de février 2009.

Le rapport a déclaré que les autorités de l'occupation arrêtent des enfants palestiniens, en enregistrant qu'elles ont arrêté, en janvier et février, 10 enfants âgés de moins de 13 ans, tout en soulignant l'existence d'une escalade dangereuse dans la politique sioniste contre les enfants palestiniens.

On note que l'occupation a arrêté plus de 6700 enfants palestiniens depuis le début de l'Intifada, dont 423 sont encore emprisonnés dans les prisons sionistes.

Le mouvement a souligné que les enfants palestiniens s'exposent à plusieurs sortes de tortures et d'humiliations lors de leur arrestations dans les prisons sionistes.

Le mouvement a appelé dans son rapport à mettre fin à cette politique d'arrestation injustifiée contre les enfants palestiniens, en déclarant que la communauté internationale doit presser sur l'état de l'occupation pour s'engager aux accords internationaux, notamment l'accord des droits de l'enfant, ainsi que la lutte contre la torture et les principe des droits de l'homme.

30-04

Cpi

3 Politique Internationale des territoires occupés

a) Pays Arabes & voisins

Organisation de la conférence islamique

L'OCI lie ses rapports avec Israël à son engagement pour la paix

Les pays membres de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) se sont déclarés prêts lundi à améliorer leurs relations avec Israël si celui-ci s'engageait concrètement sur la voie d'une solution de paix juste et globale au Proche-Orient.

"Il ne faut pas que nous récompensions Israël de ses crimes", déclarent les ministres des Affaires étrangères des 57 pays membres dans un communiqué publié à l'issue d'une réunion de trois jours à Damas.

"Il faut affirmer que tout progrès sur les relations doit être fonction du degré d'engagement d'Israël vis-à-vis d'une paix juste et globale qui garantisse le recouvrement des droits et des terres occupées", ajoutent-ils.

Le président américain Barack Obama, qui semble adopter une approche globale au Moyen-Orient, a l'intention de prononcer le 4 juin en Egypte, seul pays avec la Jordanie à avoir fait la paix avec Israël, un discours à l'intention de l'ensemble du monde musulman.

Selon le roi Abdallah de Jordanie, le chef de la Maison blanche a en tête un plan qui impliquerait une paix globale entre les 57 pays de l'OCI et Israël, proposition plus large que celle de la Ligue arabe de 2003 offrant la paix contre le retrait de tous les territoires occupés en 1967.

Le nouveau gouvernement israélien de Benjamin Netanyahu a exclu de geler les activités de colonisation et refusé de se prononcer pour la création d'un Etat palestinien, comme le lui demandait Obama. En outre, il a refusé de restituer la partie orientale de Jérusalem et le Golan syrien occupés en 1967.

La Syrie, qui soutient le Hezbollah et le Hamas au nom de la résistance à l'occupation israélienne de la Cisjordanie et du Golan depuis 1967, a obtenu que la déclaration de l'OCI fasse la différence avec le terrorisme.

"Le terrorisme est un phénomène mondial dangereux, mais cela ne veut pas dire que nous devons confondre les questions et décrire la résistance comme du terrorisme", affirment les ministres dans leur communiqué.

(Lundi, 25 Mai 2009 –

Al-Oufok avec les agences de presse

<http://www.aloufok.net/spip.php?article543>

Iran

Israël est le "porte-drapeau du racisme"

L'idéologie et le régime sioniste sont les porte-drapeaux du racisme", a estimé dimanche 19 avril, le président iranien Mahmoud Ahmadinejad, à la veille de l'ouverture de la conférence l'ONU sur le racisme Durban II à Genève.

Les sionistes "pillent les richesses des nations en contrôlant les centres de pouvoir du monde", déclare le président iranien, attendu lundi à la conférence de l'ONU sur le racisme.

<http://tempsreel.nouvelobs.com/>

Liban

Le Hezbollah confirme son aide au Hamas.

Dans ce qui semble être un véritable tournant dans la politique du Hezbollah, le groupe chiite admet désormais fournir non seulement "tout genre de soutien" au Hamas mais aussi de le faire depuis un certain temps.

Naim Qassem, vice-leader de l'organisation a ainsi déclaré au Financial Times mercredi : "Nous avons toujours dit que nous soutenions la résistance en Palestine mais n'avons jamais mentionné comment ou donné les détails de ce genre de soutien. [...]"

Mais l'Egypte vient de révéler que nous fournissons un soutien militaire à la Palestine. Nous le faisons depuis un moment mais n'en parlions pas."

En avril, les autorités égyptiennes ont arrêté 49 personnes suspectées de préparer des attentats contre des Israéliens, ainsi qu'en Egypte, de tenter de faire de la contrebande d'armes à Gaza et de diffuser l'idéologie chiite de l'organisation islamique.

Israël suspecte le Hezbollah d'aider les Palestiniens militairement mais l'incident récent qui a eu lieu en Egypte a incité l'organisation à admettre ses opérations publiquement pour la première fois.

Le leader du mouvement Hassan Nasrallah a d'abord expliqué qu'un des suspects arrêtés avait aidé ses "frères palestiniens à transporter des hommes et de l'équipement à la résistance en Palestine".

Il a par contre nié que leurs activités étaient destinées à nuire à l'Egypte ou à répandre l'idéologie du groupe.

Pour sa part, Qassem a déclaré au Financial Times : "C'est l'un des secrets de la résistance que nous n'évoquons pas en détail, mais il suffit de dire que nous leur donnons tout le type de soutien qui peut aider la résistance palestinienne. Tout genre de soutien possible." Qassem a par ailleurs vivement critiqué la politique américaine au Moyen-Orient qu'il a jugée hypocrite.

"Nous parlons d'un soutien spécifique et limité à Gaza alors que personne n'interroge les Etats-Unis sur leur soutien total et

indéfectible à Israël", a-t-il dit. "On nous met toujours en cause mais personne ne le fait avec les Etats-Unis."

JPOST.FR

13.05.09

<http://fr.jpost.com/servlet/Satellite?cid=1242212364187&pagename=JFrench%2FJPArticle%2FShowFull>

Syrie

Israël, "grand obstacle" à la paix.

Le président syrien Bachar al-Assad a qualifié samedi Israël de "grand obstacle à la paix", lors d'un discours à l'ouverture d'une réunion ministérielle des membres de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) à Damas.

Le processus de paix au Proche-Orient ne peut aboutir avec un gouvernement israélien "extrémiste", estime le président Bachar el Assad, sans écarter pour autant de rouvrir les pourparlers avec l'Etat juif.

"L'échec du processus de paix montre bien que c'est Israël qui constitue un obstacle. Comment un Etat fondé sur une occupation illégale et qui continue à assassiner les habitants d'origine pourrait-il oeuvrer à la paix ?"

Il s'exprimait lors d'une conférence des ministres des Affaires étrangères de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), réunie à Damas.

"Comment un pays qui vient de se doter du gouvernement le plus extrémiste de son histoire peut-il être un partenaire de paix ?"

Le gouvernement israélien, formé il y a deux mois par le Premier ministre Benjamin Netanyahu, est dominé par le Likoud et inclut le parti ultranationaliste Yisraël Beïtenu.

"Les Etats arabes, et en particulier la Syrie, continueront de considérer la paix comme un objectif stratégique, incluant la totale restitution des terres occupées."

En 2008, la Syrie a participé à quatre sessions de pourparlers indirects avec Israël, sous médiation de la Turquie. Cette initiative a été suspendue en décembre avec le début de l'intervention militaire israélienne à Gaza contre le Hamas, groupe notamment soutenu par la Syrie et l'Iran.

Les Etats-Unis appuient cependant une reprise du dialogue israélo-syrien, et des responsables américains ont confié à leurs homologues de Damas que le président Barack Obama tenait particulièrement à un accord entre les deux pays.

Lors de sa visite de mercredi à la Maison blanche, Netanyahu a proposé de relancer sans conditions les pourparlers avec la Syrie. Le ministre syrien des Affaires étrangères, Oualid Moualem, a cependant souligné qu'une telle démarche serait futile si l'Etat juif ne s'engageait pas à rendre à la Syrie le plateau du Golan, occupé depuis 1967.

24 mai 2009 –

Al-Oufok avec les agences de presse)

<http://www.aloufok.net/spip.php?article540>

b) Le Monde

1 Usa (le parrain)

1 Obama - Clinton

Obama

Barack Obama qui a reçu Mahmoud Abbas, ne veut pas laisser le dossier israélo-palestinien à la "dérive". L'américain a accentué la pression sur l'Etat hébreu, en réclamant à nouveau l'arrêt de la colonisation en Cisjordanie, et demandé aux Palestiniens d'empêcher les actes de violence contre les Israéliens, avec un ressentiment et une peur croissantes des deux côtés, ce sentiment de désespoir sur la situation que nous connaissons maintenant depuis de nombreuses années", a souligné le chef de la Maison Blanche.

"Je suis confiant dans la possibilité de faire avancer le processus de paix", a-t-il déclaré. Mais les deux parties doivent "respecter les engagements déjà pris".

AP

Clinton

Israël doit arrêter les implantations en Cisjordanie

La secrétaire d'Etat Hillary Clinton a enjoint Israël, en des termes inhabituellement directs, de cesser toute construction de logements en Cisjordanie, y compris dans les implantations existantes.

Mme Clinton a indiqué que Barack Obama avait dit clairement la semaine dernière à Netanyahou que l'arrêt des implantations en Cisjordanie serait un élément essentiel sur la voie d'un accord établissant un Etat palestinien à côté d'Israël. "Il veut l'arrêt des implantations - pas de certaines implantations, pas des avant-postes, pas des 'excroissances naturelles' exceptionnelles" a clarifié la cheffe de la diplomatie américaine, faisant allusion à la croissance démographique des colonies existantes, par naissance et autorisation d'achat de logements près de leurs parents pour les enfants adultes des colons israéliens.

"Nous pensons qu'il est dans le meilleur intérêt (du processus de paix) que les implantations cessent" a répété Mme Clinton en présence du ministre des affaires étrangères égyptien Ahmed Aboul Gheit. "C'est notre position et nous allons insister là-dessus" a conclu la diplomate.

Al-Oufok

2 Les grandes manœuvres

Pression sur Israël pour geler les colonies

Le sénateur démocrate John Kerry, président du Comité, a déclaré « *que plusieurs choses dites par Netanyahu l'avaient encouragé,* » et qu'il avait souligné à Netanyahu « *l'importance d'une démarche d'Israël, en particulier au sujet de la question des colonies.* » Le sénateur a également fait savoir au premier ministre que cette question n'était pas « *à sens unique* » et que les démarches arabes vers un engagement dans la « *feuille de route régionale* » pour la paix étaient aussi cruciales.

Un fonctionnaire américain a dit que les Etats Unis espéraient qu'Israël fasse des concessions concrètes aux Palestiniens avant la visite d'Obama au Caire le 4 juin. Le cabinet doit discuter de la situation dans la bande de Gaza ce dimanche, et l'une des concessions que les USA aimeraient obtenir d'Israël est qu'il décide, lors de cette réunion, d'alléger les restrictions des importations et exportations des marchandises à Gaza. Il veut également qu'Israël allège les restrictions de mouvement en Cisjordanie.

Mais sur la question palestinienne, « *nous n'avons pas fait de progrès sur la solution à deux-Etats, comme nous ne sommes pas parvenus à un accord sur les colonies.* » « *Ils veulent tout simplement que nous gelions les colonies,* » dit un officiel israélien. Son collègue américain a dit que les USA souhaitaient qu'Israël agisse sur la question de la colonisation dans les toutes prochaines semaines, pour permettre aux Etats-Unis de promouvoir la normalisation avec les Etats arabes.

Israël s'est toujours arrangé pour échapper à la pression américaine de geler les colonies, et il les a au contraire développés sous prétexte de leur croissance naturelle. Ariel Sharon était parvenu à un accord avec l'administration Bush à ce sujet. Le gouvernement Olmert a poursuivi la même politique. « *En récompense au retrait d'Israël de la Bande de Gaza, l'administration Bush a aussi fermé les yeux sur la réticence d'Israël à évacuer les avant-postes,* » rapporte le quotidien.

L'administration Obama veut montrer que, contrairement à la précédente administration US, elle n'est pas entichée d'Israël, il n'est donc pas étonnant que les colonies aient une nouvelle fois pris la place centrale. Cela pose un problème pour Netanyahu, puisque sa coalition comporte une forte majorité de députés de droite. Même le plus à gauche des gouvernements n'a jamais déclaré un gel de la colonisation, dit le *Ha'aretz*.

Les colonies poseront un bien plus grand problème à Netanyahu que la solution à Deux Etats, puisque sur cette question, les Américains sont prêts à se montrer compréhensifs sur ses contraintes politiques.

Al Manar

20 Mai

Traduction : MR pour ISM

http://www.alterinfo.net/Les-senateurs-US-exhortent-Obama-a-reflechir-aux-risques-encourus-par-Israel_a32615.htm

3 Politique colonialiste israélienne.(vue des USA)

Lettre ouverte à Obama (1)

Ndlr :La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information

Les sénateurs US exhortent Obama à réfléchir aux risques encourus par Israël (...)

Un groupe de 76 sénateurs US a envoyé une lettre au président Barack Obama mardi dans laquelle ils lui demandent de continuer à soutenir Israël et de « *tenir compte des risques auxquels il sera confronté dans tout accord de paix.* »

Le courrier, signé par des sénateurs des partis républicain et démocrate, ne mentionne pas les désaccords entre Obama et Netanyahu sur le soi-disant processus de paix, mais affirme que « *sans aucun doute, nos deux gouvernements seront d'accord sur certaines questions et en désaccord sur d'autres, mais l'amitié des Etats-Unis avec Israël exige que nous coopérions étroitement, alors que nous nous réengageons dans notre rôle historique d'ami fiable et de médiateur actif.* »

La lettre a été envoyée peu de temps avant la fin de la visite de Netanyahu à Washington. L'*American Israel Public Affairs Committee* (AIPAC) a apporté son soutien à la lettre des sénateurs, qui demande aussi à l'administration Obama de « *continuer à insister sur l'engagement palestinien absolu à mettre fin à la violence terroriste et à bâtir les institutions nécessaires à un Etat palestinien viable vivant côte à côte avec l'Etat juif d'Israël.* »

Les sénateurs terminent leur lettre en exprimant l'espoir qu'Obama « *promouvra un engagement et une participation bien plus grands des Etats arabes aux démarches de normalisation des liens avec Israël et à l'encouragement des éléments palestiniens modérés. Chacun dans la région a une part dans le succès de ces négociations et devrait contribuer à une résolution durable et globale.* »

Une lettre similaire a circulé au Congrès, et jusqu'à maintenant, 200 représentants l'ont signée.

Al Manar

20 Mai

Traduction : MR pour ISM

http://www.alterinfo.net/Les-senateurs-US-exhortent-Obama-a-reflechir-aux-risques-encourus-par-Israel_a32615.htm

Lettre ouverte à Obama (2)

20.05.

Soixante-seize sénateurs américains ont appelé le Président Barack Obama à continuer de soutenir Israël et de "prendre en compte les risques que comporterait un quelconque accord de paix", a reporté l'agence de presse Dans une lettre envoyée au Président et signée par 76 des 100 sénateurs, ils s'adressent à Obama de la façon suivante : "sans aucun doute, nos deux gouvernements s'accorderont sur certains problèmes et divergeront sur d'autres, mais l'amitié qui existe entre les Etats-Unis et Israël exige que nous travaillions ensemble de façon étroite alors que nous réinvestissons ce rôle historique que nous avons, d'ami de confiance et de médiateur actif". "Nous devons continuer d'insister pour un engagement absolu de la part des Palestiniens pour mettre un terme à la violence et pour construire les institutions nécessaires à la création d'un état viable, vivant côte à côte et en paix avec l'Etat d'Israël" ont écrit les Sénateurs.

"Plus les forces palestiniennes deviendront capables et responsables, plus elles montreront leur faculté de gouverner et de maintenir l'ordre, et plus il sera facile pour elles d'accéder à un accord avec Israël".

<http://fr.jpost.com/servlet/Satellite?cid=1242212419733&pagename=JFrench%2FJPArticle%2FShowFull>

4 Politique Internationale

Organisations Mondiales & régionales

Otan - 3 Onu - Banque Mondiale- Mouvement des non-aligné (MNA)

Onu

Jérusalem-est : l'ONU appelle Israël à geler la démolition de maisons arabes.

L'ONU a appelé vendredi Israël à geler les ordres de destruction de maisons arabes à Jérusalem-est, affirmant que quelque 60.000 Palestiniens étaient menacés de perdre leur logement si toutes les constructions non autorisées devaient être rasées.

L'Office de l'ONU pour la coordination des activités humanitaires (OCHA) a affirmé dans un rapport qu'"au moins 28% des maisons palestiniennes à Jérusalem-est ont été construites sans les permis nécessaires", la municipalité israélienne de la ville n'accordant ces permis qu'au compte-gouttes aux résidents arabes dans la partie occupée et annexée de Jérusalem.

"En conséquence, au moins 60.000 Palestiniens sur les 225.000 qui habitent à Jérusalem-est risquent de voir leur habitation détruite par les autorités israélienne", a ajouté l'OCHA.

Selon le rapport, 1.500 ordres de démolition ont à ce jour été émis à Jérusalem-est. "S'ils devaient être appliqués, cela déplacera près de 9.000 personnes, dont environ un moitié d'enfants".

L'OCHA affirme que seulement 13% de la superficie de Jérusalem-est, occupée par Israël en 1967 avant d'être annexée, étaient réservés par les autorités israéliennes à la construction palestinienne, "alors qu'un tiers de Jérusalem-est annexée a été confisqué au profit de projets de colonisation où habitent plus de 195.000 colons israéliens".

Quelque 2.000 constructions palestiniennes ont été détruites à Jérusalem-est depuis 1967, dont plus de 670 entre 2000 et 2008, selon le bureau des Nations unies.

La politique israélienne en matière de construction dans la ville "engendre un déficit de 1.100 logements par an dans les communautés palestiniennes de Jérusalem-est", a affirmé l'OCHA.

"Les événements récents montrent que la municipalité de Jérusalem va maintenir et peut-être accélérer sa politique de démolition de maisons à Jérusalem-est", a ajouté le rapport.

Dans ce contexte, l'OCHA "recommande aux autorités israéliennes de geler les ordres de destruction en attente d'application" et de mettre en oeuvre "une planification urbaine adéquate pour remédier à la crise du logement à Jérusalem-est dans le cadre de leurs obligations en tant que puissance occupante".

Rien que ces dernières semaines, la municipalité israélienne de Jérusalem, dirigé depuis décembre par Nir Barkat, un homme politique de droite, a émis des dizaines d'ordres de démolition de maisons construites sans permis dans des quartiers arabes de la ville, suscitant une levée de boucliers de la population palestinienne et des critiques de la communauté internationale.

(AFP / 01 mai)

<http://www.romandie.com/ats/news/090501075050.hti40van.asp>

Ouverture dès la semaine prochaine de l'enquête de l'ONU sur des crimes de guerre à Gaza.

Les Nations unies ont annoncé vendredi qu'une équipe d'experts indépendants mandatés pour enquêter sur des crimes de guerre présumés en Israël et dans la Bande de Gaza lors de l'opération "Plomb durci" se rendra au Proche-Orient ce week-end.

Le porte-parole de l'ONU Rolando Gomez a précisé que cette mission conduite par l'ancien procureur international Richard Goldstone devrait commencer son travail dès la semaine prochaine. Gomez a déclaré aux journalistes que Goldstone a demandé à plusieurs reprises au gouvernement israélien de coopérer à cette enquête. Gomez n'a pas été en mesure de dire si Goldstone a reçu une réponse.

L'Etat hébreu a toujours qualifié cette enquête d'"intrinsèquement faussée" dans la mesure où elle a été ordonnée par le Conseil des Droits de l'homme. Israël accuse cette instance forte de 47 membres d'impartialité.

Le 20 mai dernier, Richard Goldstone avait annoncé qu'il allait poursuivre son enquête l'enquête sur d'éventuels crimes de guerre dans la Bande de Gaza diligentée par le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU, et ce sans avoir eu l'accord d'Israël.

Le juge sud-africain qui a déjà été procureur du TPIY (Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie) et du TPIR (Tribunal pénal international pour le Rwanda) avait expliqué que son équipe et lui sont déçus de ne pas avoir eu l'accord du gouvernement israélien. Il a ajouté qu'il souhaitait entamer son enquête en Israël pour appréhender le point de vue israélien d'abord.

Dès le 15 avril dernier, un haut responsable de l'Etat hébreu avait fait savoir qu'Israël ne coopérerait "très probablement pas" à cette enquête.

Le même jour, le Hamas assurait qu'il collaborerait avec le juge Goldstone dans le cadre de l'instruction sur des crimes de guerre qui auraient pu être commis dans la Bande de Gaza par l'armée israélienne ou par le Mouvement de la résistance islamique.

Des organisations de défense des droits de l'Homme soupçonnent les deux parties d'avoir violé les lois de la guerre durant l'opération "Plomb durci".

L'offensive dite "Plomb durci", lancée par l'Etat hébreu le 27 décembre contre le Hamas pour faire cesser les tirs de roquettes en provenance de la Bande de Gaza a duré trois semaines. Elle a fait quelque 1.400 morts palestiniens, la plupart des civils, selon les responsables sanitaires de Gaza et les ONG.

[La Rédaction](#)

29 Mai –

Al-oufok avec les agences de presse)

<http://www.aloufok.net/spip.php?article555>

La commission d'enquête de l'Onu est la bienvenue à Gaza

La commission d'enquête du Conseil des droits de l'homme de l'Onu a entamé lundi ses travaux dans la bande de Gaza pour établir si des crimes de guerre ont été commis durant l'agression israélienne "Plomb durci" de décembre et janvier derniers.

"Nous sommes venus ici pour voir, apprendre, discuter avec des personnes de tous les milieux ; des gens ordinaires, des responsables politiques, des membres de l'administration", a déclaré aux journalistes le juriste sud-africain Richard Goldstone, qui dirige l'équipe de quatre enquêteurs. Les enquêteurs sont passés par l'Egypte pour entrer dans la bande de Gaza où ils prévoient de rester une semaine.

Goldstone, ancien procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), envisage de remettre son rapport début août.

Israël a d'ores et déjà fait savoir qu'il ne coopérerait pas avec les enquêteurs.

Un porte-parole du ministère israélien des Affaires étrangères, Yigal Palmor, a expliqué que le gouvernement estimait que la commission avait pour consigne de "déclarer Israël coupable avant même le début des investigations".

Dans un communiqué, un porte-parole du Hamas, Faouzi Barhoum, s'est réjoui de l'arrivée des enquêteurs et a dit espérer "voir les dirigeants de l'ennemi sioniste traduits aussi vite que possible" devant la justice internationale pour crimes de guerre.

Plusieurs organisations de défense des droits de l'homme avaient réclamé l'ouverture d'une enquête crédible et indépendante sur le comportement de l'armée israélienne dans la bande de Gaza et avaient notamment évoqué l'utilisation possible de phosphore blanc lors des combats et le bombardement de zones résidentielles.

L'agression de 22 jours lancée le 27 décembre par Israël a fait 1.417 morts, dont 926 civils, selon les Palestiniens.

11er juin 2009, par [La Rédaction](#) –d'Al-Oufok avec les agences de presse)

<http://www.aloufok.net/spip.php?article566>

Jonathan Cook : Torture : les Nations unies exigent d'accéder à la prison secrète d'Israël

Les observateurs des Nations unies sur la torture ont reproché à Israël son refus d'autoriser l'inspection d'une prison secrète surnommée par les critiques, le « Guantanamo Bay d'Israël », et ils exigent qu'Israël leur dise si d'autres camps clandestins de détention sont en activité.

Dans un rapport publié vendredi, le Comité contre la Torture demande qu'Israël révèle l'emplacement du camp, officiellement appelé « Camp 1391 », et en permette l'accès au Comité international de la Croix-Rouge.

Des conclusions d'organisations israéliennes des droits de l'homme indiquent que la prison a servi dans le passé à détenir des prisonniers arabes et musulmans, notamment des Palestiniens, et que la torture et la maltraitance physique y étaient régulièrement pratiquées par les interrogateurs.

Une commission de 10 experts indépendants du Comité des Nations unies a également jugé crédibles les rapports de groupes israéliens concluant que les détenus palestiniens étaient systématiquement torturés en dépit de la décision de 1999 de la Cour suprême israélienne interdisant de telles pratiques.

L'existence du Camp 1391 a été révélée en 2002, quand des Palestiniens y furent internés pour la première fois lorsque Israël a lancé une nouvelle invasion de la Cisjordanie. Dans des conclusions à l'attention du Comité des Nations unies, Israël a nié que des prisonniers étaient actuellement détenus sur ce site, tout en reconnaissant que plusieurs Libanais y avaient été détenus lors de l'attaque du Liban en 2006.

Le Comité a exprimé sa préoccupation au sujet d'une décision de la Cour suprême de 2005, qui estime « raisonnable » de la part de l'Etat de ne pas faire d'enquête sur les soupçons de pratique de la torture dans la prison. La commission d'experts s'estime préoccupée à bon droit du fait que sans inspection, la prison est peut être encore utilisée ou peut l'être à tout moment.

« Le tribunal israélien, note le Comité, devrait s'assurer que toutes les allégations de torture et de maltraitance sur les prisonniers au Camp 1391 soient soumises à enquête (et) et que les conclusions de celle-ci soient rendues publiques. »

C'est Hamoked, une organisation israélienne des droits humains, qui, la première, a identifié la prison après que deux Palestiniens cousins aient été enlevés à Naplouse en 2002, sans que leurs familles n'aient pu retrouver leurs traces. Les officiels israéliens ont finalement reconnu que les deux avaient été détenus dans un lieu secret. Israël refuse toujours d'identifier le lieu exact de la prison, qui se trouve en Israël à environ 100 kilomètres au nord de Jérusalem. Quelques bâtiments en sont visibles, mais la plus grande partie de la prison a été bâtie sous terre. « Nous n'avons pu être au courant au sujet de cette prison que grâce à une erreur de l'armée quand elle y a mis des Palestiniens parce qu'elle manquait de place dans les principales prisons d'Israël. » dit Dalia Kerstein, directrice d'Hamoked.

« Le véritable objectif du camp est d'y interroger les prisonniers du monde arabe et musulman qui se trouvent ainsi difficiles à retrouver, de sorte que leurs familles ne peuvent contacter les organisations israéliennes pour leur venir en aide. »

Pour Mme Kerstein, cette prison est une violation du droit international plus lourde encore que dans le cas de Guantanamo Bay, car elle n'a jamais été inspectée et nul ne sait ce qui s'y passe.

Selon les témoignages des cousins palestiniens, Mohammed et Bashar Jadallah, ils ont été détenus dans des cellules d'isolement de 2 mètres carré, avec des murs noirs, sans fenêtre et une ampoule allumée 24 heures sur 24. A de rares occasions, ils ont pu sortir, escortés, mais ils devaient porter des lunettes fumées.

Quand on a demandé à Bashar Jadallah, 50 ans, où il était, il a répondu qu'il était « sur la lune ».

Dans son témoignage, Mohammed Jadallah, 23 ans, affirme qu'il a été frappé à maintes reprises, ses chaînes resserrées, qu'il a été attaché dans des positions douloureuses sur une chaise, qu'il ne pouvait ni aller aux toilettes ni dormir, il était aspergé d'eau s'il s'endormait. Les interrogateurs lui auraient aussi montré des photos de membres de sa famille et l'auraient menacé de leur faire du mal.

Si les Palestiniens passant par cette prison étaient interrogés par la police secrète intérieure, le Shin Bet, les ressortissants étrangers à la prison tombaient sous la responsabilité d'une branche spéciale des renseignements militaires connue sous le nom d'Unité 504, dont les méthodes d'interrogatoires sont convaincues d'être bien plus serrées.

Peu après que la prison ne fût connue, un ancien détenu - Mustafa Dirani, dirigeant du groupe chiite libanais Amal - a engagé une action en justice en Israël affirmant qu'il avait été violé par un gardien.

Mr Dirani, enlevé au Liban en 1994, a été enfermé au Camp 1391 pendant huit ans avec un dirigeant du Hezbollah, Sheikh Abdel Karim Obeid. Israël espérait leur tirer des informations sur la disparition d'un aviateur, Ron Arad, descendu au-dessus du Liban en 1986.

Mr Dirani a soutenu devant le tribunal qu'il avait été maltraité physiquement par un interrogateur militaire de haut grade, appelé « Major George », et notamment qu'il l'avait sodomisé avec un bâton.

L'affaire a été abandonnée début 2004 à la libération de Mr Dirani dans un échange de prisonnier.

D'après Mme Kerstein, rien ne prouve qu'il y ait d'autres prisons en Israël comme le Camp 1391, mais certains des témoignages recueillis d'anciens détenus laissent penser qu'ils ont été détenus en d'autres lieux secrets.

Ce qui la préoccupe, c'est qu'Israël pourrait être l'un des pays destinataires des vols de « restitutions extraordinaires », où des prisonniers capturés par les Etats-Unis étaient introduits clandestinement dans d'autres pays pour y être torturés.

« Si une démocratie autorise une prison de ce genre, qui dira qu'il n'y en a pas d'autres ? » demande-t-elle.

Le Comité a examiné d'autres soupçons de torture impliquant Israël. Il s'est dit particulièrement soucieux de l'absence d'enquête par Israël sur plus de 600 plaintes déposées par des détenus contre le Shin Bet depuis la dernière session de la commission, en 2001.

Il a également mis en avant les pressions exercées sur des habitants de Gaza qui avaient besoin de traitement médical pour les amener à devenir des informateurs.

Ishai Menuchin, directeur exécutif du Comité public contre la torture en Israël, a déclaré que son groupe avait envoyé plusieurs rapports au Comité montrant que la torture était systématiquement pratiquée contre les prisonniers.

« Après la décision de la Cour en 1999, les interrogateurs ont appris à devenir plus créatifs dans leurs techniques. » a-t-il dit.

Et d'ajouter que, depuis la redéfinition par Israël de la bande de Gaza en « entité ennemie », certains des Palestiniens enlevés étaient détenus en tant que « combattants illégaux » et non « détenus sécurité ».

« Dans ces conditions, ils peuvent être qualifiés pour l'incarcération dans les prisons secrètes tel que le Camp 1931. »

22-05-2009

Jonathan Cook – The National

Jonathan Cook est écrivain et journaliste basé à Nazareth, Israël.

Ses derniers livres sont : Israel and the Clash of Civilisations : Iraq, Iran and the Plan to Remake the Middle East (Pluto Press) et Disappearing Palestine : Israel's Experiments in Human Despair (Zed Books).

Son site : <http://www.jkcook.net/>

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=6635

Info-Palestine

<http://rplfrance.org/index.php?content=presse/2009/090522info1-nr.htm> Collaboration

2 Europe

2 France

Pour la France: "Jérusalem, capitale de deux Etats"

Jérusalem, capitale éternelle de l'Etat d'Israël.

Les déclarations sans équivoque du Premier ministre Binyamin Netanyahu, faites cette semaine à l'occasion du 42e anniversaire de la réunification de la ville, ont été mal accueillies en France.

Rappelons que Binyamin Netanyahu avait affirmé, à la Knesset que Jérusalem resterait "à jamais la capitale unifiée de l'Etat d'Israël". Il avait ajouté que " la souveraineté israélienne sur Jérusalem unifiée permettrait d'assurer la liberté de culte pour les trois religions".

Le mécontentement de la France a été exprimé par le porte-parole adjoint du ministère des Affaires étrangères Frédéric Desagneaux qui a souligné que pour la France, "Jérusalem devait devenir la capitale de deux Etats, dans le cadre d'un accord de paix négocié".

Il a ajouté: "La France condamne, de manière générale, la poursuite de la colonisation, y compris à Jérusalem-Est".

Arouts7 (journal de droite d'Israël)

25 mai 2009 –

<http://www.actu.co.il/2009/05/pour-la-francejerusalem-capitale-de-deux-etats/>

5 Russie

Lavrov : Le Hamas représente la volonté du peuple palestinien et la Russie tient à le contacter

La délégation du Hamas sous la présidence du chef de son bureau politique, Khaled Mechaal a rencontré, le samedi 23/5, le ministre Russe des affaires étrangères, Sergei Lavrov, en discutant de plusieurs dossiers, notamment la lutte des Palestiniens contre les crimes de l'occupation israélienne, ainsi que le dialogue inter-Palestinien.

"La Russie voit qu'il est légal d'établir des relations avec le Hamas, car le Hamas représente la majorité du peuple palestinien", a déclaré Lavrov lors de sa rencontre avec Mechaal, selon le communiqué du Hamas.

Le communiqué a montré que Lavrov a promis de presser sur l'occupation israélienne pour qu'elle arrête les projets du colonialisme et de lever son blocus arbitraire imposé depuis plus de 3 ans consécutifs contre un million et demi de palestiniens dans la Bande de Gaza, tout en appelant les palestiniens à réaliser leur consensus national.

En saluant les initiatives et les efforts internationaux qui soutiennent les droits légaux du peuple palestinien, Mechaal a mis averti contre toute initiative qui ne prend pas en considération les moqueries de l'entité sioniste qui ignore les droits légitimes du peuple palestinien, en appelant la communauté internationale à presser sur l'occupation et l'obliger à cesser ses crimes et violations contre les palestiniens opprimés, notamment les habitants d'Al Qods occupée.

23/05

CPI

5 Médias/Vidéos

5-1 Vidéo : Une vidéo deux minutes, sans parole et se passe de tout commentaire.

VIDEO : http://www.alterinfo.net/Gaza-Closed-Zone-video-2-mn_a30418.html

5-2 Vidéo : Alex Moïse s'envoie lui même des messages antisémites

http://www.dailymotion.com/video/x99k2q_alex-moise-senvois-lui-meme-des-mes_news

5-3 Vidéo : Sionisme et invention du peuple juif

http://www.dailymotion.com/video/x9bxcd_sionisme-et-invention-du-peuple-juif_news

5-4 Vidéo : Dîner du Crif: Sarkozy décapite la République!

http://www.alterinfo.net/Diner-du-Crif-Sarkozy-decapite-la-Republique!_a30135.html

5-5 Vidéo : M. Bricmont chez Taddei

http://www.palestine-solidarite.org:80/video.Jean_Bricmont.280409.htm

5-6 Vidéo : ceux qui soutiennent Israël sont bien des élus de la République française.

Surtout visionnez cette vidéo, pour constater que ceux qui soutiennent Israël sont bien des élus de la République française. Ils soutiennent la barbarie israélienne au nom du peuple français sans scrupule, et ils revendiquent leur appartenance à cette entité colonisatrice avec fierté !

Que disent ceux qui hésitent même de prononcer le mot "sioniste", en le confondant avec l'« antisémitisme » ?

Cliquez ci-dessous pour le constater vous-mêmes :

http://www.dailymotion.com/video/x2d9nf_intervention-g-freche_events

reproduit sur le site Internet Dailymotion,

5-7 Jeremy Scahille : Le rôle des médias dans les conflits.

Extrait

Un colonel US suggère des « attaques militaires » contre les « médias partisans »

A une époque où les médias se retrouvent « embarqués » avec les militaires dans les zones de conflit, les journalistes indépendants sont devenus les yeux et les oreilles du monde. Sans ces journalistes *non-embarqués* qui risquent leurs vies pour rendre compte de ce qui se passe de l'autre côté du fusil ou sous les bombes, l'histoire serait pratiquement entièrement rédigée du point de vue des puissances militaires ou – pour le moins – du point de vue ceux qui tiennent les armes, plutôt que de celui des civils qui sont toujours les principales victimes.

Un nouveau rapport d'un groupe néoconservateur influent, qui défend une ligne politique de « priorité à Israël » comme moyen de conquête du Moyen Orient, suggère que pendant les futures guerres, les Etats-Unis devraient officiellement adopter une politique de censure des médias et suggère « *des attaques militaires contre les médias partisans.* » ([MuzzleWatch](#)) Le [rapport](#) rédigé pour JINSA, l'Institut Juif pour les Affaires de Sécurité Nationale, fut écrit par le colonel à la retraite Ralph Peters. Il est publié dans le « journal officiel » du JINSA, [The Journal of International Security Affairs](#). « *Aujourd'hui, les Etats-Unis et leurs alliés ne se retrouveront plus jamais seuls face à leur ennemi sur le théâtre des opérations. Il y aura toujours un tiers qui participe aux combats* », écrit Peters, qui qualifie les médias de « tueurs sans armes. »

....

« Bien sûr, les médias ont influencé le cours des conflits depuis des siècles, depuis les guerres de religion européennes jusqu'au Vietnam.

Cependant, plus récemment, les médias sont devenus déterminants quant à l'issue d'un conflit. Alors que les journalistes n'ont pas réussi à battre le gouvernement US en Irak, les caméras vidéos et les reportages partisans ont assuré la survie du Hezbollah dans la guerre de 2006 contre Israël et, au moment où j'écris ces lignes, ils semblent avoir sauvé le Hamas de la destruction à Gaza.

Bien que cela paraisse encore impensable, les guerres futures pourraient nécessiter la censure, l'imposition d'un *black-out* et, en dernier recours, des attaques militaires contre les médias partisans. Les journalistes se prennent pour des êtres supérieurs et se considèrent comme des combattants appartenant à une espèce protégée. Mais la liberté de la presse s'arrête là où ses abus tuent nos soldats et renforcent l'ennemi. Une telle idée est traitée aujourd'hui avec dédain, mais l'élite médiatique qui a perdu tout sens du patriotisme pourrait bien découvrir un jour que cette idée est entrée dans le domaine du bon sens.

L'objectif de tout ceci est bien simple : *Gagner*. Dans une guerre, rien d'autre ne compte.

Si on ne peut pas gagner en respectant les règles, alors il faut gagner en les brisant. Mais il faut *gagner*. Nos victoires sont celles de l'humanité toute entière, tandis que nos échecs engendrent des monstres. » Evidemment, qu'un tel cri du coeur aussi méprisable appelant au meurtre de journalistes soit publié dans le journal du JINSA est tout à fait à-propos. L'organisation s'est longtemps enorgueillit de compter dans ses rangs des « conseillers » criminels étoilés. Parmi eux, Dick Cheney, Richard Perle, James Woosley, John Bolton, Douglas Faith et d'autres. JINSA, avec le « Projet pour un Nouveau Siècle Américain » (*Project for a New American Century* - PNAC), fut un des groupes les plus influents sur la politique des Etats-Unis des années Bush et garde une forte influence sur Obama et la Maison Blanche.

En lisant les propos de malade de ce tordu de Colonel Peters, je me suis souvenu d'un rapport sorti fin 2005 qui accusait l'administration Bush de planifier le bombardement du siège international d'Al Jazeera au Qatar, et sur lequel j'écrivais :

« le quotidien britannique Daily Mirror a écrit qu'au cours d'une réunion tenue au mois d'avril 2004 à la Maison Blanche avec le premier ministre britannique Tony Blair, George W. Bush a soulevé l'idée de bombarder le siège international d'Al Jazeera au Qatar.

Jeremy Scahille

Journaliste d'investigation primé, auteur de « *Blackwater : The Rise of the World's Most Powerful Mercenary Army* ».

ARTICLE ORIGINAL

<http://rebelreports.com/post/110980714/us-colonel-advocates-us-military-attacks-on-partisan>

traduction VD pour le Grand Soir <http://www.legrandsoir.info>

<http://www.legrandsoir.info/article8615.html>

5-8 Brahim Senouci : Palestine, symbole universel

La critique de la politique israélienne est souvent en butte à l'accusation de harcèlement.

Des voix, pas forcément celles des soutiens inconditionnels de cette politique, s'élèvent pour reprocher aux critiques de se concentrer sur Israël et d'"oublier" les autres Etats responsables d'exactions aussi graves, sinon plus graves.

Ce reproche est d'autant plus recevable qu'il émane parfois de personnalités aussi respectables qu'Uri Avnery, vieux militant israélien des droits de l'Homme. Uri note que la récente conférence de Genève sur le racisme (connue sous le nom de Durban II) n'a fait mention d'aucune des graves situations de violations des droits de l'Homme qui se perpétuent sur la surface du globe, préférant se focaliser sur Israël.

Disons-le tout de suite. Israël n'a pas le monopole du racisme. Ce n'est pas le seul pays qui opprime, qui massacre, qui colonise, qui maltraite ses minorités. Il n'en reste pas moins qu'il est coupable de ces crimes. La question qui se pose est de savoir pourquoi il bénéficie d'un "traitement de faveur", en particulier dans les tribunes où le tiers-monde s'exprime avec force et où Israël fait figure d'accusé principal.

Il y a une réponse évidente. Ce "traitement de faveur" est le pendant de celui, bien réel, dont il bénéficie dans les pays occidentaux. La couverture médiatique de l'attaque de Gaza a été un pur scandale. Tout a été fait pour "euphémiser" l'événement, voire opérer une inversion insupportable entre victimes et bourreaux. Le directeur d'un grand magazine français a été jusqu'à justifier l'agression au prétexte qu'"Israël travaillait à notre (les Occidentaux) tranquillité". Les habituels relais de la politique israélienne, qu'ils se parent des habits de l'intellectuel ou de l'artiste, se sont déployés dans les journaux, les télévisions, martelant le même message "Ne vous y trompez pas. Dépassez les images d'enfants morts. Le droit, la justice et la morale sont du côté d'Israël". L'opinion occidentale n'a certes pas été dupe. A titre d'exemple, la lecture des réactions des abonnés du journal Le Monde illustre de manière éclatante le divorce entre l'opinion et les médias. Toutefois, vu du tiers-monde, seul le chœur des médias est audible, ce chœur qui justifie contre toute évidence, contre toute morale, une œuvre de mort.

On a beaucoup insisté sur la personnalité du Président iranien, M. Ahmedninedjad. On a ainsi démonisé son discours sur Israël au motif que celui qui le présentait n'était pas qualifié pour donner des leçons en matière de droits de l'Homme. Sont-ils plus qualifiés que lui pour donner ces leçons, ceux qui ont justifié les meurtres d'enfants à Gaza, ceux qui relaient depuis plus de 60 ans la propagande sioniste, ceux qui se font complices du sociocide méthodique dont est victime la population palestinienne ?

Pourquoi ne s'interrogent-ils pas sur la popularité de la cause palestinienne, en particulier chez les populations du Sud, celles qui connaissent, pour les avoir vécus, l'occupation coloniale, l'oppression, le déni de citoyenneté ?

S'ils le faisaient, ils se rendraient compte que ces anciens damnés de la terre reconnaissent en Palestine la même démarche que celle qui a été mise en œuvre chez eux naguère, la civilisation contre la barbarie, le drapeau de la morale contre le royaume de la sauvagerie. S'ils le faisaient, ils comprendraient le caractère emblématique de la Palestine dans le tiers-monde ; ils y reconnaîtraient le symbole de la bataille pour l'avènement d'un monde nouveau, un monde débarrassé des scories colonialistes, un monde d'où les universalistes à temps partiel seraient exclus, où seule prévaudrait une vision non exclusive des droits de l'Homme, un monde pour tous.

Brahim Senouci

http://www.michelcollon.info:80/index.php?option=com_content&view=article&id=2074:palestine-symbole-universel&catid=6:articles&Itemid=11

6 Pièce jointe

6-1 Jean Baumgarten : En finir avec le sionisme.

Extrait de la pièce jointe

Le document ci-après reprend en grande partie le livre que j'ai publié en mars 2005 et qui n'est plus disponible aujourd'hui.

Je considère aujourd'hui comme mon devoir de l'offrir à un maximum de lecteurs et j'invite les récipiendaires de ce livre à l'envoyer à leur tour à leurs amis, leurs connaissances, voire à leurs ennemis s'ils en connaissent l'e-mail !

Il y a eu depuis la parution de ce livre deux faits nouveaux principaux :

1/ l'agression israélienne anti-libanaise de juillet 2006 .

2/ l'agression israélienne immonde contre Gaza de janvier dernier ...

Un jour viendra où le peuple israélien et ses gouvernements successifs payeront le prix de leurs ignominies !

2

Introduction

J'avais 10 ans en 1942, lorsque vers le 20 juin, après avoir porté durant quinze jours l'étoile jaune, un jeudi matin devant l'école de la rue Asseline dans le XIVème, je la

déchirai et la jetai dans le caniveau. Je la vis s'engouffrer avec un certain plaisir dans la bouche d'égoût ... Je

rentraï à la maison et je racontai ce que j'avais fait à ma mère qui m'embrassa.

Plus tard après quelques pérégrinations en juillet et août 1942 je franchis la ligne de démarcation avec l'aide d'un paysan du sud-ouest (près de Dax) et je rejoignis mon père en septembre 1942 qui se trouvait à Grenoble, dans une zone occupée par l'armée italienne, moins féroce que l'armée allemande.

J'adhérai Aux Eclaireurs israéliens en octobre 1942 : nous étions dans une semi-clandestinité.

Un an plus tard, en septembre 1943, l'armée allemande supplanta l'armée italienne, et ce fut l'horreur : toute une série de camarades, à commencer par mon chef de

patrouille (il s'appelait Kestenberg, mais nous l'appelions par son nom de totem -Biquette-) furent arrêtés et

déportés. L'UGIF (L'Union Générale des Israélites de France), qui avait pignon sur rue (son siège officiel se

trouvait sur la célèbre place Grenette) fut décapitée, et ses fichiers récupérés par la Milice. Ma mère était venue

nous rejoindre en ayant réussi à fuir Paris, et nous ne dûmes qu'au courage de nos voisins (qui déclarèrent ignorer notre existence) de ne pas être arrêtés. Notre chef de troupe, Ourson (je ne me souviens plus du tout de son nom) qui était en réalité agent de liaison des maquis du Vercors, fut blessé au cours d'une opération puis

achevé par les miliciens dans l'hôpital où il avait été accueilli. Il y avait dans notre troupe des cadres sionistes «

haut placés » : je me souviens de l'un d'entre eux qui avait le surnom de « Choucas » et que nous revîmes

jusqu'en 1946 ou 1947 à Paris, avant son départ en Palestine.(avant la constitution de l'Etat israélien.)

L'UGIF était noyauté par les milieux sionistes. Les sionistes étaient obsédés par une seule idée : avoir de l'influence sur les jeunes Juifs qui étaient là, et faire de la propagande pour peupler la Palestine... Aujourd'hui me

revient ce nom de « Trumpeldor » qui était le nom officiel de notre troupe. Comme par hasard c'était celui d'un

célèbre combattant sioniste mort en 1929, dont les thèmes ont été repris par la Ligue de Défense juive et le

BETAR organisations de jeunesse d'extrême droite (le BETAR a été fondé précisément en 1929) que l'on trouve

dans de nombreux pays dont la France, et qui se chargent des basses besognes du gouvernement israélien dans

la jeunesse(1).

(1) La Ligue de Défense Juive est une organisation d'extrême droite interdite (théoriquement) en Israël, mais qui a des activités dans de nombreux pays. Le BETAR est une organisation de droite fondée en 1929 destinée à attirer les jeunes vers le sionisme, et qui entraîne ses adhérents aux sports de combat. En 1953-1955 il nous arrivait ainsi de recevoir, sans le rechercher, l'appui du BETAR dans notre lutte au quartier latin contre les membres de l'action Française et les amis de Le Pen.

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19